



## Séminaire LISA - OCIRP

### *Politique de l'autonomie : à rénover de fond en comble*

15<sup>ème</sup> séance : 9 Juillet 2025

### Synthèse

#### **Refonder la politique de l'âge : entre urgences structurelles et évolutions culturelles, par Pascal Champvert, vice-président de l'AD-PA (Association des directeurs au service des personnes âgées)**

En ouverture, Marie-Anne Montchamp a souligné la **difficulté persistante de l'action publique à définir un cap clair dans ce domaine**. De son côté, Stéphane Le Bouler a mis en lumière la **faiblesse des instruments institutionnels existants**, comme la récente *Conférence nationale de l'autonomie*, davantage perçue comme un moment de bilan que comme un véritable levier de transformation.

#### **Une réforme de l'autonomie éternellement repoussée**

Pascal Champvert commence par un constat sans appel : depuis plus de vingt ans, **aucune grande réforme de l'autonomie n'a vu le jour**, malgré des promesses récurrentes. Sous Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron, les engagements ont été pris mais jamais concrétisés. La loi autonomie, sans cesse annoncée, est restée lettre morte.

Il s'appuie sur son expérience de terrain, ainsi que sur son rôle institutionnel (AD-PA, CNSA, Haut Conseil de l'âge), pour démontrer combien **l'État a manqué de constance et de volonté**. Même les annonces de plans ambitieux (comme le plan « Solidarité grand âge » de Philippe Bas, dans le gouvernement de Dominique de Villepin) n'ont pas été suivies d'effets durables à la hauteur des enjeux. Aujourd'hui encore, le ratio de personnel en établissement et à domicile reste très inférieur à ce qui avait été promis, et la France est à la traîne par rapport à ses voisins européens.

## Une absence de financement dédié et la peur politique de l'impôt

Le cœur du blocage, selon Pascal Champvert, est **financier**. Toute amélioration significative de l'accompagnement suppose plus de personnel, plus de temps, plus de moyens. Mais les gouvernements, par **peur de l'impopularité**, refusent d'ouvrir un financement nouveau. Pourtant, 80 à 90 % des Français souhaitent que l'on fasse plus pour les personnes âgées, alors que 70 à 75 % rejettent toute hausse d'impôt ou de cotisation.

Il en résulte une impasse : **aucun gouvernement ne parvient à transformer cette volonté sociale en acte politique**. Pourtant, des propositions concrètes existent depuis longtemps : création d'une prestation de solidarité nationale, hausse de la fiscalité sur les successions, alignement de la CSG... Néanmoins, ces pistes sont toujours repoussées.

## Un renoncement masqué : la dégradation de la qualité

**Faute de financement**, les établissements et services doivent rogner sur la qualité, avec des conséquences concrètes sur l'accompagnement des personnes âgées. Cela revient à accepter silencieusement que l'insuffisance devienne la norme. L'AD-PA s'est opposée à cette logique et appelle les établissements et services à refuser de compenser le manque de financement par des coupes dans les prestations. Ce refus éthique explique l'aggravation des déficits dans le secteur médico-social.

## Des fausses solutions mal assumées

Les tentatives de contournement (assurances privées, économies ailleurs, mobilisation de la branche famille) n'ont rien résolu. **Le recours à l'assurance privée est critiqué** comme inégalitaire, instable et peu réaliste, sauf à construire un socle universel étatique. Les assureurs eux-mêmes estiment que le risque autonomie est trop imprévisible pour être correctement modélisé.

Pascal Champvert estime que la seule voie solide serait celle d'un **financement public équitable**, fondé sur la **solidarité nationale**, en s'inspirant du modèle allemand, qui articule socle public et complément privé.

## L'âgisme comme racine du blocage

Mais, au-delà des arbitrages budgétaires, c'est une **barrière culturelle** que Pascal Champvert dénonce : l'âgisme. Cette **discrimination** fondée sur l'âge est encore largement invisibilisée. Elle se manifeste dans les mentalités, les pratiques professionnelles, le langage administratif, et jusque dans la manière de penser les politiques publiques.

Le terme lui-même est mal connu : deux tiers des Français ignorent ce qu'est l'**âgisme**, bien qu'ils soient 70 % à estimer que la société l'est. Cette contradiction révèle une banalisation insidieuse du phénomène, qui empêche toute mobilisation collective.

Pascal Champvert analyse l'âgisme comme une **discrimination systémique**, avec les mêmes ressorts que le racisme ou le sexisme :

- Séparation entre « nous » et « les vieux », y compris chez les personnes âgées elles-mêmes ;
- Hiérarchisation implicite : la jeunesse est valorisée, la vieillesse dévalorisée ;

- Définition imposée de l'identité : on parle des vieux à la 3<sup>ème</sup> personne, comme s'ils ne faisaient plus partie de la société ;
- Prise d'otage symbolique : seuls les « seniors actifs » sont valorisés, les autres sont relégués dans l'invisibilité.

Il dénonce aussi un **langage dégradant** : perte d'autonomie, dépendance, EHPAD.... Pour lui, il faut nommer les choses autrement, valoriser les capacités plutôt que souligner les manques.

### Redonner du pouvoir et de la dignité aux personnes âgées

Pascal Champvert appelle à une **évolution culturelle profonde**.

Il propose notamment :

- De reconnaître l'engagement massif des personnes âgées dans la vie associative, politique, familiale ;
- De ritualiser l'entrée en retraite et de former à ce changement de vie ;
- De revoir l'architecture des établissements pour les transformer en lieux de vie à part entière, à logique domiciliaire ;
- De remettre les droits des personnes au centre, comme l'ont fait les pays nordiques avec leurs approches fondées sur la « capacité ».

Il propose également de **repenser le domicile**, non comme un lieu d'isolement, mais comme un espace de libre choix, et défend la démarche *Citoyennâge*, qui vise à donner une voix politique aux personnes âgées aidées.

### Débat et perspectives

#### Marie-Anne Montchamp : sortir du paradigme de la dépendance

Marie-Anne Montchamp rappelle que **le vieillissement est un processus**, non une catégorie. Elle critique le découpage rigide des politiques et invite à penser l'avancée en âge comme un axe transversal, à l'image de ce qu'a tenté la politique du handicap.

Elle plaide aussi pour **sortir de l'obsession sécuritaire** et **replacer la citoyenneté au cœur des dispositifs**.

#### Bernard Ennuyer : héritage historique et violences symboliques

Le sociologue rappelle que, depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, **la vieillesse** est perçue comme un **risque collectif**, et non comme une richesse. Il évoque la « police des âges » : une organisation sociale stricte qui génère des inégalités et des stéréotypes.

Il souligne aussi le **poids invisible porté par les femmes**, contraintes d'assurer l'essentiel de la solidarité familiale en l'absence de vraie politique publique.

#### Sébastien Rochelle : limites assurantielles et leçon allemande

Le consultant montre que le risque dépendance n'est pas assurable en individuel : manque de données, incertitudes, coût élevé. Il compare la France à l'Allemagne, où le budget est déterminé *a priori*, ce qui fixe un cadre politique clair. En France, on promet... et on échoue à financer.

#### Marc Bourquin : le poids des mots, l'échec des arbitrages

Marc Bourquin insiste sur **l'effet des mots** : l'expression « nos aînés » est infantilisante, elle nie la citoyenneté. Il alerte sur le déséquilibre budgétaire de la branche autonomie et **critique l'annulation de la loi de programmation pourtant annoncée par la Première ministre, Elisabeth Borne en 2024**. Il rappelle que le secteur est non délocalisable, créateur d'emplois, compatible avec la transition écologique, et pourtant sous-financé.

**Laure Bassouls : changer de modèle, mieux piloter**

Laure Bassouls souligne que **les professionnels eux-mêmes sont victimes de l'âgisme**, par leur invisibilisation. Elle plaide pour une meilleure orientation de l'épargne, un reste à charge plus juste, et surtout une action au niveau local, via les politiques de la ville.

Elle alerte sur les **pertes d'efficacité** liées à une mauvaise gouvernance et une tarification incohérente entre ARS et départements.

**Stéphane Le Bouler : la fragmentation institutionnelle comme frein**

Stéphane Le Bouler pointe une **gouvernance éclatée**, répartie entre trop de niveaux (communes, départements, ARS, État...), chacun se renvoyant la balle. Il déplore que les départements se soient souvent comportés comme les garants de la restriction, et non de l'innovation.

Il appelle à **construire un pilotage partagé**, moderne, articulé, en s'appuyant sur des démarches structurées comme le service public départemental de l'autonomie, pour autant qu'il ne reste pas embryonnaire. Pour lui, **le financement doit être nationalisé**, mais **l'action doit s'ancrer localement**.

### **Conclusion générale**

Cette 15<sup>ème</sup> édition du séminaire Lisa-Ocirp aura permis de bien marquer que **le temps des constats est révolu**, et les obstacles à la refondation de la politique de l'âge sont désormais clairement identifiés. Le propos de Pascal Champvert, soutenu et enrichi par les autres intervenants, a permis de poser les bases d'un changement de paradigme.

Les blocages ne sont pas techniques. **Ils sont culturels, politiques, symboliques**. Tant que la vieillesse sera pensée comme un déclin, que l'âgisme restera toléré et que l'État se refusera à créer un financement dédié, aucune politique ambitieuse ne pourra voir le jour.

Cependant des leviers existent. **Il appartient désormais aux responsables politiques de briser les tabous**, de donner du pouvoir aux personnes âgées, de refonder la gouvernance et de faire de la vieillesse une cause de société partagée. Car penser la politique de l'âge, c'est aussi penser notre avenir à tous.

En partenariat avec :

**SciencesPo**  
CHAIRE TRANSFORMATION DES  
ORGANISATIONS ET DU TRAVAIL



Chaire Aging UP!

